

Type de réunion

Réunion de lycée général et technologique public

CONSTAT

A. SUR L'ORGANISATION DU DEBAT :

Comment ne pas rester perplexe devant un dispositif de dépouillement et de synthèse qui se contentera de repérer quelques mots clés ?

La question est posée des garanties sur la remontée des propositions par les différents niveaux jusqu'au national. Les participants seront très vigilants si ce débat devaient faire passer des réformes qui seraient déjà prêtes.

Ils soulignent que les personnels ATOSS n'ont pas été mentionnés une seule fois.

La diminution du nombre d'enseignants et de surveillants, le nombre d'élèves par classe sont-ils déjà tranchés ?

B. SUR LE FOND :

Un consensus se fait jour sur le rôle de l'Ecole dans notre société. L'Ecole doit donner les bases de la culture pour continuer son œuvre primordiale d'intégration sociale.

Quel est le rôle des enseignants dans la société ? Ils se sentent abandonnés avec une mission impossible. Il est temps de réaffirmer le respect de leur autorité, avec le soutien des familles.

Les critères de réussite ne doivent pas se limiter à l'obtention d'un diplôme mais à la construction du projet personnel de l'élève ainsi qu'à son apprentissage de la démocratie.

Il faut cesser de former des citoyens consommateurs. « Skhôle » en grec signifie « loisirs ». L'Ecole doit redevenir un espace de liberté pour s'instruire et développer l'esprit critique.

La question est posée au gouvernement : « Combien voulez-vous mettre dans l'Education de votre jeunesse ? »

« Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire pour que la société les reconnaisse ? »

A. INVESTISSEMENT ET RECONNAISSANCE :

La valeur de l'Ecole républicaine, c'est l'investissement d'une nation sur sa jeunesse et pour son avenir. Contrairement à ce que laissent entendre les différents documents d'accompagnement au débat (fiche n°20), il ne nous semble pas du tout que l'investissement consacré à l'éducation par notre pays soit à la hauteur des enjeux. (Compte-rendu n° 17 de la commission de finances)

Comment peut-on espérer que la société reconnaisse la valeur de l'Ecole républicaine si on présente toujours l'Education nationale comme une charge, un fardeau, une dépense ? N'oublions pas que l'Education nationale ne doit pas être appréhendée sur le mode de l'entreprise. Il s'agit d'autre chose. Ce n'est pas une bonne méthode que d'examiner le coût des moyens avant la détermination des finalités.

Il est faux de penser que l'Ecole est uniquement une charge. Elle est aussi créatrice de cette richesse, qui est aussi la condition de toutes les autres. Cette richesse ne s'évalue pas de façon comptable et immédiate. Nous formons aujourd'hui les concepteurs et les producteurs des trente prochaines années.

B. LES VALEURS DE L'ECOLE REPUBLICAINE NE PEUVENT ETRE QUE CELLES DE LA REPUBLIQUE :

LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

La LIBERTE n'est pas la spontanéité. Elle doit s'apprendre, et l'Ecole est un des lieux de cet apprentissage. Cette liberté consiste d'une part en la capacité d'exercer un jugement éclairé et critique, de participer au débat démocratique et donc à la formation à la prise de décision politique. Cette liberté consiste d'autre part dans le respect d'autrui c'est-à-dire de la liberté d'autrui. Cela ne s'apprend que dans la vie en commun et à cet égard nous congédions toute remise en question de la mixité sous toutes ses formes : mixité des sexes, sociale, culturelle et religieuse.

Ce respect d'autrui, de sa diversité, de sa liberté de conscience nécessite à son tour le respect d'une règle commune : l'EGALITE : les élèves ne sont pas égaux face au savoir et au savoir-être. Il faut avoir le courage d'affirmer l'inégalité des élèves de par leur origine et leur histoire et par là-même leur inégalité face aux exigences scolaires. Cependant tous les élèves restent égaux en dignité, ce qui ne doit pas conduire vis-à-vis des plus faibles, à la complaisance mais doit au contraire conduire à l'exigence égale envers tous. Cette exigence égale passe obligatoirement par la mise en œuvre de moyens différenciés. Ne nous y trompons pas, cette exigence est une générosité et elle est au cœur de l'acte de l'enseignement.

FRATERNITE : pour élever le niveau de qualification d'ensemble de la population, il faut consacrer des efforts importants en direction des franges les plus faibles de la population scolaire. Une augmentation arithmétique (par exemple de 10% d'élèves en plus, 10% de moyens en plus) n'est pas suffisante. Les 10% d'élèves en plus venant des catégories défavorisées demanderaient peut-être 20 à 30% de moyens en plus.

La encore, il faut rompre avec la logique comptable.

C. MISSIONS :

Nous demandons de nous donner les moyens de remplir les missions qui nous incombent. On ne peut pas espérer atteindre des objectifs aussi ambitieux tout en affichant indéfectiblement la volonté de réduire les coûts. Cela passe par une reconnaissance de la dignité de la mission de professeur et du travail fourni. Cette reconnaissance se traduit par une revalorisation des salaires, qu'ils soient soutenus et non méprisés par le pouvoir politique. Comment des professeurs déconsidérés pourraient-ils incarner efficacement les valeurs ? Quel crédit aurait leur parole ? Comment pourrait-elle faire contrepoids à d'autres discours trompeurs de réussite facile (TV), d'intolérance (reprise des conflits religieux) ?

Cela passe ensuite par la constitution à tout prix et pour tous d'un socle commun de connaissances suffisant : pas d'esprit critique, d'exercice du jugement sans une culture qui permette de faire les rapprochements pertinents. Donc, nous réaffirmons une mission d'instruction et disons qu'il y va de notre liberté réelle, bien comprise. Pour tous évidemment cette instruction de base doit permettre de participer au débat politique, de comprendre un article de journal (français, logique). Il faut également inculquer le goût de l'effort, permettre la connaissance de la diversité, qui est favorable à l'affermissement de la tolérance.

Elle se confirme par le respect du savoir : refus à cet égard de notre part de la bivalence ; service organisé de façon à laisser au professeur le loisir de continuer à instruire, ce qui exclut principalement les actuels projets d'annualisation .

Les dispositifs : le redoublement, à temps, avant que ne s'accumulent les lacunes. Lorsque cette accumulation s'est produite, il est nécessaire de mettre en place des remédiations.

Conclusion : nous demandons à ce que soient précisés le statut, la portée de la présente consultation, car nous ne sommes pas contre le fait d'adopter des idées, mais il s'agit que les décisions qui seront prises tiennent compte des résultats de la consultation.

Question n°5

« Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ? »

L'hétérogénéité des connaissances acquises lorsque l'élève aborde la classe de seconde est le premier constat. Plus grave, un certain nombre d'élèves ne maîtrise pas la langue française et les opérations élémentaires en mathématiques.

Il est relevé par le groupe que cet état des lieux a plusieurs causes dont :

- un manque de structure des programmes qui amène les élèves avec des connaissances « en gruyère » ;
- une politique de passage automatique dans les classes supérieures, autant dans le primaire que dans le 1^{er} cycle du secondaire, avec l'effet pervers des commissions d'appel ;
- l'application de multiples réformes et de nouvelles méthodes pédagogiques passées comme la méthode globale pour la lecture et les mathématiques modernes, puis les mathématiques à programme allégé où le niveau d'exigence est devenu minimum.

Que penser d'une école où l'on essaie d'effacer tout ce qui demande un effort, comme par exemple, la suppression dans le primaire de l'étude systématique de la grammaire française et de l'opération de division qui ne sera entrevue qu'à l'occasion de l'utilisation de la calculatrice ?

Il est donc temps de revenir à une priorité : l'acquisition des enseignements fondamentaux à savoir lecture – écriture – calcul dans le primaire ; priorité à l'enseignement et à la pratique de la langue française qui doit être maîtrisée à l'entrée en 6^{ème}. Cette condition est indispensable pour un bon cursus dans le secondaire et une évaluation objective est indispensable à ce niveau.

De la même façon, les programmes des collèges doivent être structurés, le niveau d'exigence maintenu et bien défini, pour qu'en fin de 3^{ème} une évaluation permette d'envoyer au lycée des élèves qui maîtrisent avec un niveau honorable l'enseignement qui a été dispensé.

Pour atteindre cet objectif, il paraît indispensable de repenser le partenariat parents / élèves / enseignants / administration / hiérarchie. Il est souligné l'importance capitale de l'implication des parents dans le cursus de l'élève, mais surtout en dehors de l'institution scolaire, c'est-à-dire en l'absence des enseignants.

Il s'ensuit automatiquement la nécessité de comportements fondamentaux de l'élève dans le cadre de sa vie en collectivité et face à l'institution scolaire, à savoir :

- remettre à l'honneur l'aide des parents, le goût du travail bien fait, de l'effort, et de la volonté de réussir. Cette préparation à l'avenir de l'enfant ne peut se faire que dans le cadre du respect mutuel de toutes les composantes mises en jeu, plus particulièrement ce sera l'apprentissage progressif de l'élève à la vie en collectivité par un respect de l'autorité du maître, de ses parents et de l'institution scolaire ;
- le retour à l'apprentissage de la prise de parole avec le respect de ses camarades, de savoir écouter en silence avant de passer à la discussion, de savoir accepter les différences d'opinion dans le cadre des travaux de groupe.

En fin de compte, une série de lieux communs, mais au sens strict de lieux où l'on peut se retrouver, parce qu'ils relèvent du bon sens, et ont fait leurs preuves dans le cadre d'une école républicaine pour tous.

Si l'Ecole est prête à fournir des efforts pour amener chaque élève à son plus haut niveau de compétences et de capacités, seule une coopération de l'enfant et des familles permettra d'atteindre un tel objectif.

Pour cela il est indispensable de rétablir la confiance élèves / parents et élèves / professeurs, de ne pas considérer l'Ecole comme une valeur marchande, mais une institution qui permettra à l'enfant, l'adolescent, puis l'adulte à s'intégrer dans la société.

L'Ecole ne peut pas résoudre tous les problèmes car bon nombre ont leur source dans la société actuelle offerte à l'appréciation des élèves.

Il est important d'introduire dans le volet des fondamentaux le travail manuel et technique. Cela implique par la suite une valorisation de la filière technique. Celle-ci est parfois négligée car à court terme un élève du technique coûte 5 fois plus cher ou plus qu'un élève du général. Les calculs à court terme sont toujours de mauvais calculs.

Question n° 8

« Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ? »

Afin de motiver les élèves et de leur donner le goût du travail, il est nécessaire de leur en montrer le sens, de leur donner des points de repères. Ils doivent pouvoir parvenir à des objectifs précis et ne pas les abandonner trop vite dans une autonomie non préparée. Il faut enfin valoriser ce sens de l'effort par une reconnaissance.

Les programmes sont trop rigides et contraignants. Pour motiver les élèves, il faut faire des détours pédagogiques mais pour obtenir les diplômes, il faut avoir fait tout le programme, vu tous les textes.

Au niveau de la seconde, faut-il être moins ambitieux, ou faut-il retourner à une sélection au sein du collège ? Il faut nécessairement d'autres moyens pour permettre à ceux qui sont en difficulté de suivre en leur offrant des possibilités de travail en groupes. Il faut à la fois maîtriser et utiliser les relations et influences de la société sur l'Ecole :

- la lecture doit être valorisée, d'autant plus que nous vivons dans une société audiovisuelle ;
- l'utilisation d'Internet doit aussi faire l'objet d'un apprentissage ;
- les parents refusent de plus en plus le redoublement : n'est-ce pas simplement révélateur du manque de contact entre parents et professeurs ?
- il faut enfin éviter les stratégies hors Education nationale : les parents cherchent d'autres moyens en dehors de l'Ecole pour faire travailler leurs enfants, par le biais de cours privés par exemple. C'est le système qui doit mettre les moyens pour s'adapter à l'élève afin de lui redonner le goût du travail et de l'effort ;
- la classe devrait être un lieu de vie, qui met l'élève en situation pour apprendre avec plaisir : des livres, des photos pour le français, l'histoire-géo... Cela implique des établissements moins gros et plus nombreux ;
- il faut aussi être plus ambitieux pour faire participer les élèves au projet d'établissement. Ils doivent pouvoir élaborer un contrat social.

Question n°10

« Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ? »

Proposition d'un éventail d'activités :

- Contacts avec le monde du travail, dans une entreprise ou un lycée professionnel, une semaine par trimestre dès la 6^{ème} jusqu'à la 3^{ème}. Ces stages seraient obligatoires pour tous les élèves et leurs résultats seraient pris en compte au même titre que les autres disciplines. Ils devraient avoir lieu dans des entreprises différentes avec une équipe formée sur une demi-journée banalisée.
- Développer les formations en alternance au collège dès la 5^{ème}.
- Faire intervenir des élèves de première et de terminale, voire de lycée professionnel en seconde (travail à fournir, exigences) dans différentes disciplines à la fin du premier trimestre.
- Développer les carrefours des métiers au collège et au lycée avec la participation des parents et des élèves pour l'organisation.
- Développer des ateliers de formation au collège en utilisant notamment les heures de permanence (films sur les métiers...).
- Donner plus de chances pour tous en faisant circuler l'information auprès des élèves et des parents.
- Valoriser une autre voie que la voie de l'enseignement général et changer les mentalités pour une orientation honnête vis-à-vis de l'élève.
- Aider l'élève à construire son projet le plus tôt possible.

D'autres pistes ont été envisagées :

- Application d'un heure de vie de classe dans l'emploi du temps (2 heures par mois) pour l'orientation (écoute des élèves).
- Modification du calendrier scolaire en relation avec le rythme biologique des élèves pour faciliter les apprentissages.

Question n° 15

« Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités »

Devant le problème des incivilités qui se banalisent, il faut multiplier l'encadrement par des adultes mais aussi et surtout les possibilités d'écoute et les personnes ressources, car tout est lié :

- plus de surveillants ;
- une assistante sociale à temps complet ;
- une infirmière à temps complet ;
- des classes moins chargées (pas plus de 30 élèves par classe), ainsi que les possibilités de travailler en groupes restreints pour la remédiation.

Chaque élève devrait, à l'entrée de chaque cycle, rédiger et signer un contrat de scolarité.